Manifestations et appel à la grève au Bangladesh

lundi 28 octobre 2013, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2013).

Au moins cinq personnes sont mortes dimanche au Bangladesh lors de manifestations organisées par l'opposition, qui a lancé un mouvement de grève national pour obtenir la démission du premier ministre et la formation d'un gouvernement de transition avant les élections.

La police a indiqué avoir ouvert le feu sur des manifestants à Nagarkanda (ouest) après qu'une foule de 3 000 sympathisants du principal parti d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), eut saccagé un marché et se fut attaquée aux forces de l'ordre. Un membre de l'opposition a été tué, le chef de la police du district. Quatre autres personnes ont été tuées ailleurs dans le pays : deux sympathisants du gouvernement, poignardés par des opposants, et deux partisans de l'opposition, a indiqué la police sans donner de détail sur les circonstances des deux derniers décès. Sept personnes avaient déjà succombé vendredi, toujours lors de manifestations de l'opposition.

Le BNP et ses alliés islamistes ont appelé à des rassemblements dans tout le pays pour forcer le premier ministre, Sheikh Hasina, à démissionner avant les élections générales de janvier et pour demander la mise en place d'un gouvernement de transition afin de superviser le scrutin.

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

Des négociations pour dissiper la crise entre Mme Hasina et le chef de l'opposition (et ancien premier ministre), Mme Khaleda Zia, ont échoué samedi soir, au terme d'un entretien téléphonique de quarante minutes, premier contact direct depuis au moins dix ans entre les deux femmes fortes – et farouches ennemies – du Bangladesh. Mme Zia a refusé d'annuler l'appel à la grève. Mme Hasina rejette la constitution d'un gouvernement transitoire mais propose un gouvernement intérimaire composé de tous les partis, et dirigé par ses soins. Pas question, a répliqué l'opposition.

L'opposition estime le gouvernement « illégal », citant un texte de loi qui prévoit que les élections doivent être organisées par un gouvernement de transition mis en place trois mois avant le scrutin. Ce texte a été abrogé par le parti au pouvoir en 2011, qui a attribué la supervision du vote à une Commission électorale.

Dimanche, la police a tiré des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes contre des petites manifestations à travers la capitale, Dacca, et fait plusieurs blessés. Boutiques, bureaux et écoles étaient fermés en raison de l'appel à la grève. Les heurts violents lors de manifestations politiques sont fréquents au Bangladesh, mais 2013 a été l'année la plus meurtrière depuis la création du pays en 1971 : au moins 150 personnes sont mortes lors d'affrontements après la condamnation à mort de leaders islamistes pour des violences perpétrées pendant la guerre d'indépendance.

P.-S.

* Le Monde.fr avec AFP | 27.10.2013 à 10h09 • Mis à jour le 27.10.2013 à 11h12.